

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
18 août 2020
Français
Original : anglais

Lettre datée du 14 août 2020, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint une déclaration du Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, concernant une proposition de la Fédération de Russie tendant à organiser une réunion des chefs d'État des membres permanents du Conseil de sécurité avec la participation des dirigeants de l'Allemagne et de la République islamique d'Iran (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

(Signé) Vassily Nebenzia



**Annexe à la lettre datée du 14 août 2020 adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

[Original : anglais et russe]

**Déclaration du Président de la Fédération de Russie,
Vladimir Poutine, concernant une proposition de la Fédération
de Russie tendant à organiser une réunion des chefs d'État des
membres permanents du Conseil de sécurité avec la participation
des dirigeants de l'Allemagne et de l'Iran**

Au Conseil de sécurité, les débats sur la question iranienne sont de plus en plus crispés. Les tensions sont vives. L'Iran fait face à des accusations dépourvues de fondement. Des projets de résolution visant à revenir sur des décisions qui avaient été adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité sont en cours de préparation.

La Fédération de Russie demeure fermement attachée au Plan d'action global commun sur le programme nucléaire iranien, dont l'adoption historique, en 2015, avait relevé du tour de force politique et diplomatique, permettant de repousser la menace d'un conflit armé et de renforcer la non-prolifération nucléaire.

En 2019, la Fédération de Russie a présenté une version actualisée de son concept de sécurité collective pour la région du golfe Persique, dans laquelle elle propose des solutions concrètes et efficaces pour débrouiller l'écheveau des problèmes que connaît cette région. Nous sommes convaincus que ces problèmes peuvent être surmontés si nous traitons les positions des uns et des autres avec l'attention et la responsabilité qui leur sont dues, dans un esprit de respect et de concertation.

Dans cette région comme dans le reste du monde, le chantage et les diktats n'ont pas leur place, quelle qu'en soit l'origine. Les méthodes unilatérales ne sauraient apporter de solutions.

Il importe que la mise en place d'un dispositif global de sécurité dans le golfe Persique s'appuie sur l'expérience positive qui a été acquise au prix d'efforts importants.

C'est pourquoi nous proposons de tenir dès que possible une réunion en ligne des chefs d'État des membres permanents du Conseil de sécurité, avec la participation des dirigeants de l'Allemagne et de l'Iran, afin de mettre au point des mesures permettant d'empêcher un affrontement ou une montée des tensions au sein du Conseil de sécurité. Il importe que l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, qui définit un cadre juridique international aux fins de l'exécution du Plan d'action global commun, bénéficie de l'appui de tous.

Nous proposons que la réunion serve à arrêter les modalités d'une action concertée visant à favoriser la mise en place de dispositifs de sécurité et de renforcement de la confiance fiables dans la région du golfe Persique. Nous y parviendrons si nos pays et les États de la région conjuguent toute leur volonté politique et leur énergie créative.

Nous demandons à nos partenaires d'examiner attentivement cette proposition. À défaut, nous pourrions assister à une nouvelle escalade des tensions et à un risque accru de conflit, ce que nous devons impérativement éviter. La Fédération de Russie

est disposée à engager une collaboration constructive avec quiconque souhaite mettre fin à cette dangereuse situation.

C'est une question d'urgence. Si les dirigeants concernés acceptent le principe d'une telle conversation, nous proposons que les ministères des affaires étrangères des sept États établissent l'ordre du jour de la réunion et s'entendent sur les modalités et les délais d'organisation d'une visioconférence au sommet.
